

DECLARATION

CHANGEMENT CLIMATIQUE : TRAVAILLER VERS UNE REPONSE UNIFIEE

Original : espagnol

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni à New York les 21 et 22 juin 2010,

EXPRIME nouvellement l'engagement social-démocrate d'agir de manière immédiate, décidée et coordonnée face au changement climatique comme une priorité de ses forces politiques ;

SIGNALE qu'après le Sommet de Copenhague en fin d'année dernière la thématique du changement climatique semble avoir disparu de l'ordre du jour international, ce qui doit être considéré avec préoccupation au vu de la taille du problème et de l'urgence de saisir sans plus attendre des moyens pour le combattre ;

REITERE son appel à la communauté internationale de ne pas abandonner la lutte contre le réchauffement mondial ; de ne pas se contenter du sentiment d'avoir été suffisamment actif en la matière, de ne pas tomber dans le fatalisme de considérer que rien d'autre ne peut être fait ; de ne pas remettre à plus tard les décisions qui doivent être prises aujourd'hui ;

RAPPELLE le considérable travail autant en quantité qu'en qualité qui a longtemps été mené à bien. Déjà à la réunion du Conseil à Santiago, au Chili, en 2006, l'Internationale s'est intéressée à ces problématiques et a poursuivi ses discussions à la réunion du Conseil à Genève en 2007 qui résultèrent en l'établissement d'une Commission pour une Société Mondiale Durable. Dans l'ensemble des dernières réunions de l'organisation, le changement climatique a bénéficié d'une place privilégiée à l'ordre du jour.

SOULIGNE l'importance du travail mené par la Commission durant les réunions qui se sont tenues dans des pays développés et en voie de développement, au cours desquelles a été discuté ce sujet avec des leaders politiques, des scientifiques, des académiciens et des représentants de la société civile, permettant ainsi d'être au contact in situ avec les effets dévastateurs du changement climatique sur la nature et les habitations humaines ;

REITERE que le Rapport de la Commission qui s'intitule « D'une Economie à haute teneur en carbone vers une Société à faible teneur en carbone », publiée dans cette même ville de New York le 23 septembre de l'année dernière, à l'occasion de la rencontre du Présidium de l'Internationale Socialiste, est un document d'une valeur particulièrement importante et valorisé par l'organisation puisqu'elle présente une proposition progressiste et mondiale devant ce problème commun à toutes les nations de la planète.

RECONNAIT les efforts réalisés par les membres de la Commission, les partis membres qui ont

accueilli leurs rencontres dans le monde entier, la communauté scientifique qui a fait part de ses inquiétudes et propositions pour confronter cette menace, les organisations sociales et communautaires qui ont montré comment le changement climatique affecte actuellement leurs vies et conditions de vie.

Peu après la rencontre du G20 à Toronto et à moins de six mois du COP-16 à Cancún, l'Internationale Socialiste considère qu'il est de son devoir de rappeler que le défi posé par le Changement climatique doit être traité avec vigueur et en priorité.

La réflexion progressiste des dernières années a identifié et mis en relief certains points qui doivent être pris en considération au moment de négocier et d'adopter un instrument international ambitieux et réaliste en même temps.

Il s'agit d'un défi collectif et une réponse efficace devrait en tout cas être commune. Un défi partagé, avec une responsabilité autant pour les pays développés qu'en voie de développement, mais avec des obligations différenciées.

Les négociations doivent conclure sur un texte juridiquement contraignant avec un engagement clair de la part des parties impliquées, un système efficace de suivi des objectifs proposés et des mesures correctives pour contrecarrer au manquement de se conformer aux obligations auxquelles elles se sont soumises.

Les pays développés doivent redoubler leurs efforts pour les transferts technologiques vers les pays en voie de développement. L'utilisation de technologies qui sont écologiquement durables impliquent des transformations importantes dans les pays en voie de développement et cela requiert une assistance technique et des ressources économiques. Les fonds internationaux déjà en vigueur pour soutenir ce processus de reconversion doivent être renforcés et de nouveaux instruments adaptés aux besoins les plus particuliers doivent être mis en œuvre.

Le monde du travail dans les pays développés et en développement doit recevoir une attention toute particulière au moment d'effectuer ces transformations substantielles. Ainsi, l'Internationale Socialiste réitère ce qui a été exprimé au Conseil de Budva concernant la relation travail-environnement et la planification d'une transition juste vers des transformations qui affectent les processus de production.

En même temps, et comme cela a été exprimé dans la récente rencontre du Conseil de Saint Domingue, l'IS souligne l'inégalité qui devrait affecter les individus qui font face au changement climatique, et qui sont le plus souvent les groupes les plus vulnérables, et pour lesquels l'adaptation est la plus difficile, qui sont frappés le plus fort par le réchauffement mondial ou menacé de l'être.

L'accord qui sera conclu doit comporter comme standard minimum la réduction des émissions de dioxyde de carbone (Co₂) à 350 ppm, un niveau de concentration de gaz dans l'atmosphère qui va permettre la mise en œuvre de l'objectif d'une température maximale de 2° Celsius au-dessus du niveau de l'ère préindustrielle.

Finalement, l'Internationale Socialiste déclare qu'elle va continuer à faire tous les efforts possibles pour faire progresser la lutte contre le changement climatique avec une vision progressive et réitère

sa confiance dans la construction d'un modèle de développement vert comme seule alternative pour une société mondiale durable.